



**Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)**

**Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021**

**Objectif :**

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35<sup>ème</sup> réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

**Instruction :**

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

---

## 1. Informations générales et financières

### 1.1. Données démographiques et économiques

#### 1.1.1 Habitants et informations économiques



##### 001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[ 10 701 777 ]



=

**002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).**

	Montant
Niveau national ou fédéral	102 442 628 571 [ ] NA [ ] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	23 326 837 200 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires The increase of the Annual public expenditure is due to the Covid situation and to the increase of the exchange rate.



=

**003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence**

[ 20 278 ]

Commentaires

**004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence**

[ 16 279 ]

[ ] NA

Commentaires The gross salary is constantly growing.

**005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1**

[ 26.25 ]

Autorisation de décimales : 5

[ ] NAP

Commentaires

**A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Czech Statistical Office  
Czech National Bank

**1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire**

**006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous**

ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)</b>	545 281 653 [ ] NA [ ] NAP	558 482 718 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)</b>	485 425 264 [ ] NA [ ] NAP	489 144 110 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)</b>	4 700 571 [ ] NA [ ] NAP	10 628 753 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.1 Investissements dans l'informatisation</b>	350 095 [ ] NA [ ] NAP	5 792 941 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux</b>	4 350 476 [ ] NA [ ] NAP	4 835 812 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	16 058 373 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)</b>	4 438 762 [ ] NA [ ] NAP	5 025 566 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)</b>	4 006 448 [ ] NA [ ] NAP	5 640 994 [ ] NA [ ] NAP
<b>6. Budget public annuel alloué à la formation</b>	110 152 [ ] NA [ ] NAP	68 602 [ ] NA [ ] NAP
<b>7. Autres (veuillez préciser)</b>	46 600 456 [ ] NA [ ] NAP	31 916 320 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : 1. Annual public budget allocated to (gross) salaries: the increase between 2017 and 2020 was mainly due to government regulations increasing wage tariffs in the public sector during the period.

5. Annual public budget allocated to investments in new (court) buildings: In general, it can be stated that in 2018, most major court events were in the preparation phase, ie. processing of project documentation or preparation of tender documentation for a public contract for a supplier. In 2020, the drawing of expenditures on the implementation of the construction part of these projects became apparent. The difference between the expenditures between 2018 and 2020 is approximately 2 361 275.089 EUR, and larger investment projects include the following: Czech Supreme Court - replacement of hole fillings 747 737.111 EUR, Regional court in Ostrava - conference hall No. 7 and its facilities 629 673.357 EUR, Municipal court in Prague - extension of the courtyard tract 1 259 346.714 EUR or District court in Litomice - reduction of energy intensity 1 101 928.375 EUR.

The Economic Department does not have information on the increase of the implemented budget allocated to "4. court buildings (maintenance, operating costs)" nor on the decrease of the implemented budget allocated to "6. training". The explanation is similar to point 3 (see general comment). These are expenditures from the volume of "other material expenses".

No particular explanation was provided in respect of the variations in the categories "2. Annual public budget allocated to

computerization" and "7.Other".

**007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.**

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

**008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :**

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

**008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :**

- see general comments

**008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :**

[ 150 ]

NA

NAP

Commentaires

**009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :**

[ 41 281 451 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires

**012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.**

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
<b>TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires The data on approved budget allocated to legal aid do not exist, the approved budget is not divided to this level.

**012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.**

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
<b>TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)</b>	20 421 726 [ ] NA [ ] NAP	14 820 574 [ ] NA [ ] NAP	5 601 152 [ ] NA [ ] NAP
<b>12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	20 421 726 [ ] NA [ ] NAP	14 820 574 [ ] NA [ ] NAP	5 601 152 [ ] NA [ ] NAP
<b>12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques )</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

**012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :**

	L'aide judiciaire inclut:
<b>La couverture des taxes / frais de justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>L'exonération des taxes / frais de justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP

=

**012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :**

	Montant calculé/estimé inclus
<b>La couverture des taxes / frais de justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>L'exonération des taxes / frais de justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP

=

**013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.**

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)</b>	133 683 358 [ ] NA [ ] NAP	131 805 533 [ ] NA [ ] NAP
<b>13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public</b>	22 438 [ ] NA [ ] NAP	7 390 [ ] NA [ ] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : There can be movement between the different categories of the budget during the year according to the current needs. Moreover, there is also influence of exchange rate.

=

**014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :**

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
<b>Ministère de la Justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Autre ministère</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Parlement</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

<b>Cour Suprême</b>	( ) Oui (X) Non [ ] NAP			
<b>Conseil Supérieur de la Magistrature</b>	( ) Oui ( ) Non [X] NAP			
<b>Tribunaux</b>	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	(X) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP
<b>Organisme d'inspection</b>	( ) Oui (X) Non [ ] NAP			
<b>Autre</b>	( ) Oui (X) Non [ ] NAP			

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser :

**014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?  
En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :**

	Critères utilisés	Critères principaux
<b>Coûts budgétaires des années précédentes</b>	[ X ]	[ X ]
<b>Evaluation des besoins particuliers</b>	[ X ]	[ X ]
<b>Nombre de juges/non juges</b>	[ X ]	[ X ]
<b>Nombre d'affaires nouvelles</b>	[ ]	[ ]
<b>Nombre d'affaires pendantes</b>	[ ]	[ ]
<b>Nombre d'affaires terminées</b>	[ ]	[ ]
<b>Autre</b>	[ ]	[ ]

[ ] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

**014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?**

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
<b>Président du tribunal et/ ou juge(s)</b>	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	(X) Oui ( ) Non [ ] NAP	(X) Oui ( ) Non [ ] NAP	(X) Oui ( ) Non [ ] NAP

<b>Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Autre</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire :

## A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

### 1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €</b>	745 473 749 [ ] NA [ ] NAP	754 572 583 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

### 015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
<b>Tribunaux</b>	( X ) Oui ( ) No [ ] NAP
<b>Aide judiciaire</b>	( X ) Oui ( ) No [ ] NAP
<b>Ministère public</b>	( X ) Oui ( ) No [ ] NAP

Commentaires

### 015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Service de probation	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP
Conseil supérieur des procureurs	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP
Cour constitutionnelle	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Service de gestion du système judiciaire	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Service de l'avocat d'Etat	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Service de l'exécution	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Notariat	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Service d'expertise légale	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Service d'immigration	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Autres

Oui

Non

NAP

Si « Autres », veuillez préciser :

### A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

## 1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

### 015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- President of each court

In the Czech Republic it is the president of the court who manages a court and through them Ministry of justice performs state administration of high, regional and district courts. Presidents of courts are the bodies of the state administration of the courts but they still remain performing judges as well, only with a proportionally smaller amount of cases.

President of the court:

- issues the rules of procedure of the court after hearing the plenary
- convenes the plenary, determines its agenda and directs its proceedings
- directs the issuance of the Collection of Judicial Decisions and Opinions
- gives the Supreme Court incentives to unify court decisions
- appoints assistants of judges and assigns judicial trainees to individual judicial departments in accordance with the purpose of their preparatory service
- issues work schedule for the period of a calendar year (after consultation with judicial council), where are appointed judges constituting the Chamber, single judges, lay judges, assistant judges, senior judicial officers, court secretaries and bailiffs who will serve in the various judicial departments; determined range of matters that are discussed and decided at a branch of the court; determined specialization of a court department; laid down rules for the assignment of cases to the judicial departments, etc.
- decides on the temporary assignment of judges
- may, for serious reasons, release the judge from the obligation of professional secrecy
- determines the schedule of working hours (or flexible working hours and its form in the working rules) for judges to ensure the proper performance of the judiciary in court
- is entitled to file a disciplinary motion or a reprimand for the disciplinary offense of a judge of his court
- performs the state administration of the court by ensuring the running of the court in terms of personnel and organization, in particular by ensuring the proper staffing of the court by judges, assistant judges, professional and other employees and handling personnel matters of judges; by taking care of the expertise of judges and creating conditions for its increase; by taking care of raising the professional level of assistant judges and other employees working at the court; by overseeing the proper functioning of the court offices; by ensuring the provision of information by the court in accordance with a special legal regulation; by controlling the activities of the director of the administration of the court; by ensuring the security of the court and the tasks of crisis management; and other tasks ordered by law
- ensures the dignity of the proceedings and the observance of the principles of judicial ethics in court proceedings and that there are no unnecessary delays in these proceedings. For this purpose, even with the use of electronic records of cases kept in court, president may check court files, to supervise the level of court proceedings, and to handle complaints.
- controls the court's procedure for allocating cases according to the work schedule

- handles complaints, which include a complaint about delays in the proceedings, inappropriate conduct or violation of the dignity of the proceedings of the Vice-President of the Court, the President of the Chamber, judges, judges' assistants and other court staff.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

**015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?**

- Head of the Public prosecution office

Chief public prosecutors are entitled to issue instructions of a general nature to unify and guide the procedure of lower public prosecutors in the exercise of the powers of the public prosecutor's office or to ensure a uniform internal organization of the public prosecutor's office and the uniform performance of the file service.

Chief public prosecutors are bodies of the public prosecutor's office that act on behalf of the public prosecutor's office to the extent that they perform the administration of the public prosecutor's office. The chief prosecutors are responsible to the Ministry of Justice for the performance of the administration of the public prosecutor's office, which they head; Regional public prosecutors are also responsible for the performance of the administration of district public prosecutor's offices entrusted to them.

In the performance of the administration of the Public Prosecutor's Office, chief public prosecutors may issue measures that are binding for their subordinates.

Chief public prosecutors:

- ensures the operation of the Public Prosecutor's Office in terms of personnel and organization, in particular by participating in the staffing of the Public Prosecutor's Office by public prosecutors, ensures its proper staffing by other professional and other employees and handles personnel matters of public prosecutors,
- takes care of the continuity of proceedings at the Public Prosecutor's Office and supervises the proper fulfillment of the duties of public prosecutors and other employees working at this Public Prosecutor's Office,
- handles complaints,
- takes care of the expertise of public prosecutors and senior officials and creates conditions for its increase,
- takes care of raising the professional level of other employees working for the public prosecutor's office,
- ensures providing of information to other public prosecutor's offices in accordance with a legal regulation,
- ensures the security of the Public Prosecutor's Office and the tasks of crisis management,
- issues model organizational rules of the public prosecutor's office and unifies and controls the performance of the file service of the public prosecutor's office.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

## **2.Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux**

### **2.1.Aide judiciaire**

#### **2.1.1Champ d'application de l'aide judiciaire**



## 016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP

### New node

#### 016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

##### - Legal representation in court

If a person is in a bad financial situation, which prevents him from defending his rights through legal representation, he has the opportunity to apply to the court for the appointment of a representative, if necessary to protect the interests of the participant. If the protection of the interests of the party so requires or if it is the appointment of a representative for proceedings in which representation by a lawyer is mandatory, the President of the Judicial Chamber shall appoint a representative from among the lawyers. The condition is that it is a party for whom the preconditions are met to be exempted from court fees by the court. The applicant must apply for the appointment of a lawyer before a court and prove that his financial situation is not sufficient to pay for the lawyer himself. These facts must be accurately documented and attached to the application. There is no charge for submitting such application. If the court appoints the legal representative, his remuneration is paid by the state. A person who does not meet the conditions for the appointment of a lawyer by a court and cannot even obtain the provision of legal services may request that the Czech Bar Association appoints him a legal representative, if he needs legal assistance in administrative proceedings or before the Constitutional Court, or he has not been able to obtain a lawyer himself (this must be substantiated by two negative statements) and at the same time does not meet the conditions for the appointment of a lawyer by a court (the so-called ex officio lawyer). In the decision on the appointment of a lawyer, the Chamber may also stipulate other conditions for the provision of legal services, including the obligation to provide legal aid free of charge or for a reduced fee, if justified by the applicant's property, income and social circumstances.

##### Exemption from court fees

Certain proceedings and certain acts are exempt from the court fee (p.e. the court's care of minors, a petition for an enforcement order for maintenance for minors and court assistance before an enforcement order for the enforcement of maintenance for minors) and persons (p.e. petitioners in statutory proceedings). The court may also partially exempt a specific participant from court fees due to his request for exemption from court fees due to his difficult social situation (lack of property), but only if it is not clear at first sight that he cannot succeed (sues completely unreasonably, demands non-existent law, etc.). The party must submit this request at the same time as the action.

##### Legal advice

Besides the above mentioned, one can also turn to the Czech Bar Association for a lawyer, who will provide him with legal advice, as he is entitled to up to 120 minutes of legal advice per year for a fee of CZK 100 for processing the application. However, the CZK 100 fee is not paid by a holder of a disability card, a person receiving benefits in material need or a person under 15 years of age. Free legal advice or assistance is also offered by several non-profit organizations and associations. There are free legal counselling services in bigger Czech cities and on-line as well.

## New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
<b>TOTAL</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>En matière pénale</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>En matière autre que pénale</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales :



=

**021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?**

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	( X ) Oui ( ) Non
Victimes	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?**

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Victimes	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP

Commentaires

**023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?**

- ( ) Oui  
( X ) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

**023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:**

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP

Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière  
autre que pénale

NA  
 NAP

NA  
 NAP

**024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

**025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :**

le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

un autre juge ou fonctionnaire

une instance extérieure au tribunal

plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

**026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?**

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

**027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :**

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

**B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Ministry of Justice

## 2.2. Usagers des tribunaux et victimes

### 2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> www.mvcr.cz	<input type="checkbox"/>
A la jurisprudence des juridictions supérieures	<input checked="" type="checkbox"/> www.nsoud.cz	<input type="checkbox"/>
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> www.justice.cz	<input type="checkbox"/>
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> www.justice.cz	<input type="checkbox"/>

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

Oui, toujours

Non

Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

<b>Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
---	---

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie :

**031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?**

	<b>Dispositif d'information</b>	<b>Modalités particulières pour les auditions</b>	<b>Autres modalités particulières</b>
<b>Victimes de violence sexuelle / viol</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Victimes du terrorisme</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Mineurs (témoins ou victimes)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Victimes de violence domestique</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Minorités ethniques</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Personnes en situation de handicap</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Délinquants mineurs</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser :

**031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?**

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser .....

### 031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
<b>Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
<b>Être témoin</b>	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). In the case of minors, they do not have full procedural capacity within the Code of Civil Procedure. However the full proc. capacity can only be accepted in specific, very exceptional situations and must always be duly substantiated. It is necessary to take into account, in particular, the individual intellectual and volitional maturity of a particular child. Generally a minor must be represented in proceedings by a parent/legal guardian or a legal representative.

An action taken by a minor who does not have full procedural capacity cannot simply be ignored, but must be assessed through the prism of the best interests of the child. In other words, not only the will of the legal guardians is relevant, but also the will of the child, which cannot be completely ignored.

To be a witness

Minors (including those under the age of 15) may be witnesses in court proceedings. If the minor is older than 15 years old, he will be treated like any other witness. It is different for children under 15 years of age. In their case, the law places great emphasis on the protection of their personality when it comes to testifying to facts whose revival in memory could, due to age, adversely affect their mental and moral development. Such an interrogation is usually carried out only once in the preparatory proceedings and, unless it is really necessary, the interrogation is not repeated in court. The interrogation must be carried out with special care and in terms of content, so that the interrogation in the next proceedings does not usually have to be repeated; an educator or other person with experience in the education of young people who would, with regard to the subject of the interrogation and the degree of mental development of the interrogated person, contribute to the proper conduct of the interrogation will be added to the interrogation. If this can contribute to the proper conduct of the interrogation, the parents can also be taken in. There are interrogation rooms specially equipped for interrogating small children. There are toys in such rooms, they need to be cheerfully painted, etc., to relieve the children of the stress of interrogation and the unfamiliar environment.

### 031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

Procédure civile	Procédure pénale

<b>Parent/ tuteur légal</b>	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire

### 031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d'âge  
 Capacité de discernement  
 Autres critères

Commentaire

### 031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

**Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)**

- 15 ]  
 NA  
 NAP

**Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté**

- 18 ]  
 NA  
 NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment :

### 032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu  
 Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur  
 Oui, toujours  
 Non

Commentaire

### 032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions  
 Pour certains types d'infractions

[ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : the compensation is granted only in cases of health injury or for surviving dependant

**032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?**

( ) Pour tous les types d'infractions

( X ) Pour certains types d'infractions

[ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : the compensation is granted only in cases of health injury or for surviving dependant

**032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?**

( ) Pour tous les types d'infractions

( X ) Pour certains types d'infractions

[ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : the compensation is granted only in cases of health injury or for surviving dependant

**032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

**035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

### 036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

( X ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

### 037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
<b>Total</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Durée excessive de la procédure</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Non-exécution des décisions de justice</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Arrestation injustifiée</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Condamnation injustifiée</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Autre</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

## 2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

### 038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	<b>Au niveau national</b>	<b>Au niveau des tribunaux</b>
<b>Enquêtes auprès des juges</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès du personnel des tribunaux</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des procureurs</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des avocats</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès d'autres professionnels</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des parties</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des victimes</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des mineurs</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès du public</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

**039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?**

( ) Oui, veuillez préciser : .....

( X ) Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

**040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

	<b>Autorité compétente pour traiter de la plainte</b>	<b>Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte</b>
<b>Tribunal concerné</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Instance supérieure</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Ministère de la Justice</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autres organisations extérieures (ex. médiateur)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires

**041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

	<b>Nombre de plaintes</b>	<b>Montant des indemnisations accordées</b>
<b>Tribunal concerné</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Instance supérieure</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Ministère de la Justice</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : There are no surveys in the Czech Republic concerning data on the categories "Number of complaints" and "Compensation amount granted".

### 3. Organisation des tribunaux

#### 3.1. Tribunaux

##### 3.1.1 Nombre de tribunaux

#### 042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	98 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	97 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	86 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires 2. Supreme Administrative Court

#### 043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des faillites	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

<b>Tribunaux du travail</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux des affaires familiales</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux administratifs</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux militaires</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux pour enfants</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Autres tribunaux spécialisés</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions :

#### 044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
<b>Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)</b>	89 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)</b>	107 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires 6 regional courts and 3 district courts have their branches in other cities.

=

#### 045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une

affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	89 [ ] NA [ ] NAP
Le licenciement	89 [ ] NA [ ] NAP
Le vol avec violence	89 [ ] NA [ ] NAP
Faillite	14 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires regional courts (8 + 6 branches) as courts of first instance are competent for insolvency cases

### 045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : There is no definition of a small claim but the appeal is not admitted when the litigious value is less than 10 000 CZK (about 382 EUR in 2020).

### 045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[ 382 ]

Commentaires see the explanation above

### C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

## 3.2. Personnel des tribunaux

### 3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

Total	Hommes	Femmes
-------	--------	--------

<b>Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)</b>	3 007 [ ] NA [ ] NAP	1 192 [ ] NA [ ] NAP	1 815 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Nombre de juges professionnels de première instance</b>	1 814 [ ] NA [ ] NAP	601 [ ] NA [ ] NAP	1 213 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)</b>	1 088 [ ] NA [ ] NAP	512 [ ] NA [ ] NAP	576 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes</b>	105 [ ] NA [ ] NAP	79 [ ] NA [ ] NAP	26 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :



=

**046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?**

Oui

Non

Commentaires

**046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :**

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser .....

Sans raison

Commentaires It depends on the decision of the court management - mainly a decision of the President of the particular court. Permission of a part-time work for a judge is generally possible if the court is able to fulfill his duties even with a part-time working judge.

**046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?**

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
<b>Total (1 + 2 + 3) (%)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. En première instance (%)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

<b>3. Au niveau des Cours suprêmes (%)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
--	--	--	--

Commentaires

**046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?**

- ( ) Moins de 50 %  
 ( ) 50 – 60%  
 ( ) 60 - 80%  
 ( ) Plus de 80 %  
 NA  
 NAP

Commentaires

**046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:**

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
<b>Nombre total de juges</b>	3 007 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 971 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	756 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	149 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	131 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Première instance</b>	1 814 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 369 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	445 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Deuxième instance</b>	1 088 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	554 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	290 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	113 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	131 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Cours suprêmes</b>	105 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	48 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	21 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	36 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires : Insolvency Proceedings

**047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)</b>	97 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	52 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	45 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance</b>	85 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	43 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)</b>	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>3. Nombre de président(s) de cours suprêmes</b>	2 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
--	------------------------	------------------------	------------------------

Commentaires the term of office of the previous presidents terminated and among the new appointed presidents are also 3 females.

**048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).**

	Donnée
<b>Donnée brute</b>	[ ] NA [X] NAP
<b>Donnée en équivalent temps plein</b>	[ ] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

**048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?**

( ) Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

( ) Non

[X] NAP

Commentaires

**049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).**

	Donnée
<b>Donnée brute</b>	5 176 [ ] NA [ ] NAP
<b>Donnée en équivalent temps plein</b>	[ ] NA [X] NAP

Commentaires

**049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :**

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	( )	( )	(X)
Affaires pénales (infractions mineures)	( )	( )	(X)

Affaires familiales	( )	( X )	( )
Affaires de droit du travail	( )	( )	( X )
Affaires de droit social	( )	( X )	( )
Affaires commerciales	( )	( X )	( )
Affaires de faillite	( )	( X )	( )
Autre affaires civiles	( )	( X )	( )

[ ] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

**050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?**

[ ] Affaires pénales

[ X ] Affaires autres que pénales

Commentaires

**051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?**

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

=

**052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	9 921 [ ] NA [ ] NAP	1 245 [ ] NA [ ] NAP	8 676 [ ] NA [ ] NAP



1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	2 501 [ ] NA [ ] NAP	429 [ ] NA [ ] NAP	2 072 [ ] NA [ ] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	4 556 [ ] NA [ ] NAP	205 [ ] NA [ ] NAP	4 351 [ ] NA [ ] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	2 158 [ ] NA [ ] NAP	339 [ ] NA [ ] NAP	1 819 [ ] NA [ ] NAP
4. Personnels techniques	648 [ ] NA [ ] NAP	250 [ ] NA [ ] NAP	398 [ ] NA [ ] NAP
5. Autres personnels non juges	58 [ ] NA [ ] NAP	22 [ ] NA [ ] NAP	36 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser :

**052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).**

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	9 921 [ ] NA [ ] NAP	1 245 [ ] NA [ ] NAP	8 676 [ ] NA [ ] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	6 538 [ ] NA [ ] NAP	617 [ ] NA [ ] NAP	5 921 [ ] NA [ ] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	2 967 [ ] NA [ ] NAP	481 [ ] NA [ ] NAP	2 486 [ ] NA [ ] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	416 [ ] NA [ ] NAP	147 [ ] NA [ ] NAP	269 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

=

**053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels**

**domaines ils interviennent :**

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

**054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :**

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Ministry of Justice  
individual courts

**3.3.Ministère public**

**3.3.1.Procureurs et personnel**



**055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	1 224 [ ] NA [ ] NAP	561 [ ] NA [ ] NAP	663 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	822 [ ] NA [ ] NAP	339 [ ] NA [ ] NAP	483 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	345 [ ] NA [ ] NAP	183 [ ] NA [ ] NAP	162 [ ] NA [ ] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	57 [ ] NA [ ] NAP	39 [ ] NA [ ] NAP	18 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :



=

**055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?**

Oui

Non

Commentaires

**055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :**

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser .....

Sans raison

Commentaires

**055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?**

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
1. En première instance (%)	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

<b>3. Au niveau des Cours suprêmes (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
--	---	--	--

Commentaires

**055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?**

- ( ) Moins de 50 %  
 ( ) 50 - 60%  
 ( ) 60 - 80%  
 ( ) Plus de 80 %  
 NA  
 NAP

Commentaires

**056. Nombre de chefs des ministères publics.**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)</b>	95 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	57 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	38 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance</b>	84 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	48 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	36 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes</b>	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

**057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?**

- ( ) Oui  
 (X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

**057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :**

[            ]  
 NA

**059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?**

- ( ) Oui  
 ( ) Non

Commentaires

**059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?**

	-
<b>Violence domestique</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Violence sexuelle</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

=

**060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public</b>	1 474 [ ] NA	262 [ ] NA	1 212 [ ] NA

Commentaires

**C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Ministry of Justice
-------------------------------

**3.4.Parité hommes/femmes**

**3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité**

**061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :**

Oui, veuillez préciser	Non
------------------------	-----

des juges	( )	( X )
des procureurs	( )	( X )
du personnel non-juge	( )	( X )
des avocats	( )	( X )
des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

**061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :**

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	( )	( X )
des procureurs	( )	( X )
du personnel non-juge	( )	( X )
des avocats	( )	( X )
des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

**061-3-1. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :**

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	( ) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] ( X ) Non
Chefs des ministères publics	( ) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] ( X ) Non

Commentaires

### 3.4.2 Au niveau national

**061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

**061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :**

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	( )	( X )
La promotion des juges	( )	( X )
Le recrutement des procureurs	( )	( X )
La promotion des procureurs	( )	( X )
Le recrutement du personnel non-juge	( )	( X )
La promotion du personnel non-juge	( )	( X )

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

**061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :**

(titre, date, nature du texte)

[ X ] NAP

**061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :**

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)

**061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :**

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

### **3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public**

**061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :**

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	( )	( X )
dans les services du ministère public (procureurs)	( )	( X )
pour le personnel non-juge des tribunaux	( )	( X )

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

**061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :**

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	( )	( X )
Répartition de la charge de travail	( )	( X )
Horaires de travail	( )	( X )
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	( )	( X )
Remplacement des personnes absentes	( )	( X )
Organisation des audiences	( )	( X )
Autres	( )	( X )

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses

évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

**061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :**

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

**061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :**

- Procédures de recrutement, veuillez préciser: .....
- Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser: .....
- Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser: .....
- Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser: .....
- Autres études, veuillez préciser: .....

NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

**3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux**

**3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire**

**062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques**

Organisation

<b>Politiques et stratégies informatiques</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
<b>Gouvernance informatique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires The Ministry of Justice defines, coordinates and governs IT policies and strategies.

**065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?**

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) Strategic department at ministerial level with cooperation of mixed teams of judicial staff (judges/prosecutors/etc.) and administrative/technical/scientific staff.

**065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?**

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches » Mainly by business experts with the help of IT department and professionals in the field (judges, prosecutors, non-judge judicial staff, etc.)

**065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?**

Oui

Non

**065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :**

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser .....

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) We have measured the impact of implementation broadly, e. g. how many cases are subject to the new case allocation tool, how many decisions are in the database of judicial decisions, etc.

**3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel**

**065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?**

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

**065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

**3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision**

**062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?**

Oui

No

Commentaires Since 2020, a new database of judicial decisions of lower courts, which contains a search option for ECHR case law, is available online.

**062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
<b>Civile et/ou commerciale</b>	( ) Oui pour tous les jugements ( X ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( ) Oui pour tous les jugements ( X ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Pénale</b>	( ) Oui pour tous les jugements ( X ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( ) Oui pour tous les jugements ( X ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Administrative</b>	( ) Oui pour tous les jugements ( X ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( X ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

### 062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

#### 062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[ X ] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[ X ] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[ X ] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès Register of criminal records

### 3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

#### 062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

( X ) Oui

( ) Non

**062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	<b>Taux de disponibilité</b>
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<p><input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n’existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
<b>Pénale</b>	<p><input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n’existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>

<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

### 062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

#### 062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

<b>Administrative</b>	( X ) dans tous les tribunaux	( ) dans tous les tribunaux	( ) Oui
	( ) dans la plupart des tribunaux	( X ) dans la plupart des tribunaux	( X ) Essai pilote
	( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	( ) Non
	( ) non disponible pour cette matière	( ) non disponible pour cette matière	[ ] NA
	[ ] NA	[ ] NA	

### 062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

**Taux de disponibilité :**

- ( X ) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- ( ) 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- ( ) 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- ( ) 1-9% - dans un seul tribunal
- ( ) 0% (NAP) - Pas d'accès

[ ] NA

Commentaires Intranet with judicial system provides distribution of relevant news and designated ICT service portal provides distribution of news in judicial IT systems.

### 3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

#### 063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

#### 063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique

<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( ) Accessible aux parties ( ) Publication de la décision en ligne ( ) Les deux ( X ) Non accessible [ ] NA [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Entièrement intégré, y compris BI ( X ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP
<b>Pénale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( ) Accessible aux parties ( ) Publication de la décision en ligne ( ) Les deux ( X ) Non accessible [ ] NA [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Entièrement intégré, y compris BI ( X ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP
<b>Administrative</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( ) Accessible aux parties ( ) Publication de la décision en ligne ( ) Les deux ( X ) Non accessible [ ] NA [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Entièrement intégré, y compris BI ( X ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

## 063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
<b>Registre foncier</b>	( ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( X ) 0% (NAP) [ ] NA	( ) Oui ( ) Non [ ] NA [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ ] NA [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ ] NA [ X ] NAP
<b>Registre du commerce</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP

## Pilotage budgétaire et financier

### 063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The budgetary information system is called IRES and is used by the Ministry of Justice since 1995.

## Autres outils d’administration des tribunaux

### 063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires The measurement tool is only available to assess the workload of judges and public prosecutors.

#### 063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Pour les procureurs</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour le personnel non-juge/ non-procureur</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

### 3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

**064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)**

Oui

Non

Commentaires It is possible to introduce a case by electronic means, i. e. e-mail, data box, electronic filling room.

**064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	<b>Taux de disponibilité</b>	<b>Saisine papier obligatoire en parallèle</b>	<b>Cadre législatif spécifique autorisant la saisine</b>	<b>Outil intégré/connecté dans le CMS</b>
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

**064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?**

Oui

Non

Commentaires

**064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	<b>Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique</b>
<b>Taux de disponibilité</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Information disponible dans le CMS</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

**064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)**

Oui

Non

Commentaires

**064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

<b>Convocations générées par le CMS</b>	<b>Convocation papier obligatoire en parallèle</b>	<b>Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique</b>	<b>Modalités (si autres préciser en commentaires)</b>	<b>Cadre législatif spécifique</b>

<b>Civile et/ou commerciale</b>	[ X ]	[ ]	[ X ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ X ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ X ]
<b>Pénale</b>	[ X ]	[ ]	[ X ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ X ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ X ]
<b>Administrative</b>	[ X ]	[ ]	[ X ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ X ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ X ]

Commentaires It is possible to transmit summons by electronic means, i. e. e-mail, data box, electronic filling room.

## Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour

<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires

**064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

**064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?**

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

### Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

**064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).**

Oui

Non

Commentaires

**064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :**

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires Videoconferencing was introduced in administrative matters in 2020. The use of videoconferencing is subject to the consent of all parties and is only possible when the court considers it to be appropriate.

**064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)**

Oui

Non

Commentaires The recording of hearings is mandatory in all the matters in the form of sound or audio-visual recording since 2009.

**064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	<b>Admissibilité de la preuve électronique</b>	<b>Cadre législatif</b>
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers Anything that can contribute to the proper clarification of the matter can serve as evidence.

## 3.6. Performance et évaluation

### 3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- Oui  
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?**

	Oui / Non
dans les tribunaux	( ) Oui ( X ) Non
dans les services du ministère public	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

**3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public**

**077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :**

[ X ] nombre de nouvelles affaires

[ X ] durée des procédures (délais)

[ X ] nombre d'affaires terminées

[ X ] nombre d'affaires pendantes

[ X ] stocks d'affaires

[ ] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[ ] satisfaction du personnel des tribunaux

[ ] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[ ] coûts des procédures judiciaires

[ X ] nombre de recours

[ X ] taux de recours

[ ] clearance rate

[ ] disposition time

[ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

Oui

Non

Commentaires

**078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:**

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?**

Oui

Non

Commentaires

**073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

**073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?**

Oui

Non

Commentaires

**073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?**

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

**073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?**

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

=

**079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?**

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) : .....

**079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?**

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) : .....

**3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public**



**070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) : .....

**070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public

- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):**

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

**072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?**

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
<b>dans les tribunaux</b>	( )	( X )
<b>dans les services du ministère public</b>	( )	( X )

Commentaires

**3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

**080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?**

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Ministry of Justice
- Non

Commentaires

**080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?**

- Oui, sur internet
- Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- Non

Commentaires

=

**080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?**

( X ) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Prosecutor General's Office

( ) Non

Commentaires

**080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?**

( X ) Oui, sur internet

( ) Non, seulement en interne (sur un site intranet)

( ) Non

Commentaires

=

**081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

[ ] Internet

[ ] Intranet

[ ] Diffusion papier

Commentaires

**081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

( ) Annuelle

( ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

Commentaires

=

**081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

- Internet
- Intranet
- Diffusion papier

Commentaires

**081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

### 3.6.5 Administration des tribunaux

**082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

**083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :**

- Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) : .....

NAP

Commentaires

### **114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?**

Oui

Non

Commentaires

#### **114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

=

### **083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

Oui

Non

Commentaires

### **083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :**

Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

Procureur général /Procureur de la République

Conseil supérieur des procureurs

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Autre (veuillez préciser) : .....

NAP

Commentaires

### **120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?**

Oui

Non

Commentaires

#### **120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

#### C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Prosecutor General's Office

### 4. Procès équitable

#### 4.1. Principes

##### 4.1.1 Principes du procès équitable

**084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?**

[            ]

NA

NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

**085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?**

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

**085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?**

[            ]

NA

Commentaires

**086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?**

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour

européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) : A newsletter published periodically by the Office of the governmental agent before ECHR, database of the case law of the selected cases of the ECHR in Czech (<http://eslp.justice.cz/>), training of judges...

## 086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

- Oui  
 Non  
 NAP

Commentaires Not directly, there should be also a decision of Supreme or Constitutional Court.

### D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

## 4.2. Durée des procédures

### 4.2.1 Informations générales

#### 087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile  
 en matière pénale  
 en matière administrative  
 Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)  
 en matière pénale (infractions mineures)  
 en matière administrative  
 Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles  
 affaires pénales  
 affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



**091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"**

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	409 216 [ ] NA [ ] NAP	930 125 [ ] NA [ ] NAP	913 104 [ ] NA [ ] NAP	426 237 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	129 181 [ ] NA [ ] NAP	305 443 [ ] NA [ ] NAP	299 306 [ ] NA [ ] NAP	135 318 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	152 957 [ ] NA [ ] NAP	583 503 [ ] NA [ ] NAP	570 574 [ ] NA [ ] NAP	165 886 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	147 291 [ ] NA [ ] NAP	471 957 [ ] NA [ ] NAP	457 632 [ ] NA [ ] NAP	161 616 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	5 009 [ ] NA [ ] NAP	109 904 [ ] NA [ ] NAP	111 067 [ ] NA [ ] NAP	3 846 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	5 009 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	109 904 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	111 067 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 846 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	657 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 642 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 875 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	424 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	11 044 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 015 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 275 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 784 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autres affaires</b>	116 034 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	31 164 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	31 949 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	115 249 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The registry cases are very quickly resolved and the numbers can vary between years significantly. In 2019, courts managed to resolve more cases than was the number of incoming cases, which led to decrease in pending cases. The same explanation applies to "other non-litigious cases". The number of cases is quite small. It follows that there is big variance in the data between years. Furthermore, during 2019 courts managed to resolve significantly more cases than in 2018, no special reasons were reported other than a fact that number of cases is relatively small and the cases are not complex. This also resulted in further reduction of the number of cases at the end of 2019. In 2020, the courts again managed to resolve more cases than was the number of incoming cases for both registry cases and other non-litigious cases.

Business registry cases are very quickly resolved and there is quite a variance between years. The number of cases is probably affected by many factors – new laws, economic situation and much more.

Other cases: The number of incoming cases has grown, probably due to changes in insolvency legislation.

**092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. Civil and commercial non-litigious cases include: 2.1 - uncontested payment orders, cases of the upbringing and maintenance of a minor, declaration of admissibility of taking or keeping of a person in a medical (health care) institution, declaration of the death of a person, inheritance proceedings, judicial deposit cases.

**093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. Category "other cases" includes: insolvency cases and incidence disputes.

**094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.**

	Affaires pendants au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 <sup>ère</sup> instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	13 017 [ ] NA [ ] NAP	65 131 [ ] NA [ ] NAP	65 264 [ ] NA [ ] NAP	12 884 [ ] NA [ ] NAP	1 069 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires pénales</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

#### 4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance

##### 097. Tribunaux de 2<sup>ème</sup> instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2 <sup>ème</sup> instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	11 304 [ ] NA [ ] NAP	53 147 [ ] NA [ ] NAP	53 053 [ ] NA [ ] NAP	11 398 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	10 531 [ ] NA [ ] NAP	49 597 [ ] NA [ ] NAP	49 443 [ ] NA [ ] NAP	10 685 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	773 [ ] NA [ ] NAP	3 550 [ ] NA [ ] NAP	3 610 [ ] NA [ ] NAP	713 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. In general, number of incoming cases is decreasing and it follows that the numbers of pending cases and resolved are decreasing as well (the situation is getting better). This may result in some big yearly changes and discrepancies. Civil (and commercial) litigious cases: In general, number of incoming cases is decreasing (mostly because number of first instance cases is decreasing too) and it follows that the number of pending cases is decreasing as well (the situation is getting better). This may result in some big yearly changes and discrepancies.

Other cases: The variations are the result of changes in first instance agenda. This category includes insolvency cases and there were numerous legislative changes in last years. Also, it must be noted that the number of pending cases is relatively small, thus the variance is bigger.

#### 098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2 <sup>ème</sup> instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	1 672 [ ] NA [ ] NAP	21 950 [ ] NA [ ] NAP	21 630 [ ] NA [ ] NAP	1 992 [ ] NA [ ] NAP	32 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

#### 4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



##### 099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	5 191 [ ] NA [ ] NAP	8 402 [ ] NA [ ] NAP	8 497 [ ] NA [ ] NAP	5 096 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	1 970 [ ] NA [ ] NAP	3 927 [ ] NA [ ] NAP	4 234 [ ] NA [ ] NAP	1 663 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	47 [ ] NA [ ] NAP	151 [ ] NA [ ] NAP	160 [ ] NA [ ] NAP	38 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	47 [ ] NA [ ] NAP	151 [ ] NA [ ] NAP	160 [ ] NA [ ] NAP	38 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP			
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP			
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP			
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP			
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP			
<b>3. Affaires administratives</b>	2 884 [ ] NA [ ] NAP	4 037 [ ] NA [ ] NAP	3 785 [ ] NA [ ] NAP	3 136 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	290 [ ] NA [ ] NAP	287 [ ] NA [ ] NAP	318 [ ] NA [ ] NAP	259 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Civil (and commercial) litigious cases: After several years of steady growth in the incoming cases, the incoming cases started to decrease in 2018. This is mainly due to legislative changes and drop in first and second-instance agenda in previous years. Thanks to this decrease the Supreme court was able to resolve part of its backlog and thus pending cases significantly decreased.

Civil (and commercial) non litigious cases: The variations should be put into perspective due to small absolute values.

Administrative cases: The Supreme court is overburdened and encounter difficulties to resolve its cases thus the number of pending cases grow quite quickly. It is connected to grow in number of administrative first-instance cases and growing tendency to fill an appeal to Supreme Administrative Court.

Other cases: This category includes appeals in last (third) instance of insolvency cases and incidence disputes. The changes are the result of changes in second-instance agenda. Also, it must be noted that the number of pending cases is relatively small, thus the variance is bigger.

### 099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

( X ) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure .....

( ) Non

### 100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	183 [ ] NA [ ] NAP	1 410 [ ] NA [ ] NAP	1 443 [ ] NA [ ] NAP	150 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires pénales</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :  
 Total of criminal cases: The variations should be put into perspective due to small absolute values.

### 4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

#### 101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
<b>Divorce contentieux</b>	9 036 [ ] NA [ ] NAP	23 601 [ ] NA [ ] NAP	24 054 [ ] NA [ ] NAP	8 583 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Licenciement</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Faillite</b>	111 104 [ ] NA [ ] NAP	26 712 [ ] NA [ ] NAP	27 567 [ ] NA [ ] NAP	110 249 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Vol avec violence</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Homicide volontaire</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires In last years, there were many legislative changes in insolvency law. That results in relatively big changes in the number of cases.



=

## 101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires

## 101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. Administrative proceedings for granting international protection are held by the Ministry of the Interior of the Czech Republic. The commencement of these proceedings is bound to the alien's declaration, from which the alien's intention to apply for the granting of international protection is obvious. Other than in exceptional situations, the alien is obligated to appear at a reception centre within twenty-four hours of making the declaration, where he/she will file an application for international protection and the alien police will perform identification processes. The alien is obligated to surrender his/her travel document, undergo fingerprinting and be photographed. The alien is also required to undergo a medical examination at the reception centre. The application for international protection is used to determine the reasons that led the alien to depart from the country where he/she was staying. Once all required tasks are completed, the applicant for international protection is transferred to an accommodation centre, where he/she awaits the first instance decision. Over the course of this period, an interview is conducted with the applicant, which is intended to more specifically define the reasons that were stated in the application for international protection. The ministry will issue a decision in the matter within a period of ninety days of the date on which proceedings are commenced. If a decision cannot be made within this timeframe due to the specific nature of the matter, the Ministry can extend it appropriately. The decision becomes legally effective as of the date it is delivered to the applicant. The Alien Police will issue a departure order to the alien on that date.

Proceedings for granting international protection can be terminated on the basis of a decision to reject the application as manifestly unfounded, or by discontinuing the proceedings.

An action may be filed against a final decision of the Ministry of the Interior with the regional court with territorial jurisdiction according to the place of residence of the foreigner on the day the action was filed and then the foreigner has also the right to lodge a cassation complaint with the Supreme Administrative Court in Brno against this decision of a regional court on an action against the

**101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.**

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Abus sexuels d'enfants</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Pornographie enfantine</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : Child sexual abuse is having sexual intercourse with a child under the age of fifteen or sexually abusing them in another way. "Another way" may include for example oral sexual intercourse, palpation of the genitals, or other forms of sexual instinct on the victim's body or at the request of the offender on his own body are considered to be other forms of sexual abuse. Child sexual abuse includes any sexual touching that leads to the sexual arousal of the offender. However, it does not have to be a direct contact between the perpetrator and the victim. It is not important whether there is an emotional relationship between the offender and the victim to fulfill all the legal signs of sexual abuse. It is also irrelevant whether or not the victim has consented to sexual intercourse or from which side the initiative came or who was more active during the negotiations.

Child pornography is possession, manufacture, import, export, operation, offering, making available to the public, intermediation, putting into circulation, sale or other measure to another of a photographic, cinematographic, computer, electronic or other pornographic work that depicts or otherwise exploits a child or a person who appears to be a child. Also inducing, acting, hiring, seducing, abusing a child to produce a pornographic work or looting from the child's participation in such a pornographic work.

**102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.**

% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances

<b>Affaires civiles et commerciales contentieuses</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 8 [ ] NA [ ] NAP	211 [ ] NA [ ] NAP	134 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	261 [ ] NA [ ] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP
<b>Divorce contentieux</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP
<b>Licenciement</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 24 [ ] NA [ ] NAP	454 [ ] NA [ ] NAP	143 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	565 [ ] NA [ ] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP
<b>Faillite</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP	68 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP
<b>Vol avec violence</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 39 [ ] NA [ ] NAP	210 [ ] NA [ ] NAP	47 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	266 [ ] NA [ ] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP
<b>Homicide volontaire</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 75 [ ] NA [ ] NAP	113 [ ] NA [ ] NAP	48 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	194 [ ] NA [ ] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP

Commentaires

**103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :**

. If a marriage has existed for at least 1 year, spouses have not lived together for more than 6 months and the petition for divorce by one spouse is joined by the other, the court does not establish the grounds for the breakdown of the marriage and issues the judgment of divorce if the parties submit: a written agreement with officially verified signatures of parties which regulates the settlement of property after divorce, the rights and duties of the parties with respect to their common housing and duty to financially maintain the other spouse, if relevant, and a final and conclusive decision of court approving the spouses' agreement with respect to their minor children after divorce. If there is a minor child (minor children) the court decides, before issuing the judgment of divorce, on the rights and duties of parents with respect to the child or children, in particular, which of them will be entrusted with custody of a child or children and what their duties to (financially) support and maintain children are. The marriage remains valid until the decision on the position of children after divorce becomes final and conclusive. The decision on parental responsibility may be replaced by an

agreement of parents which must be approved by court to be valid.

#### **104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.**

. The data on length of proceedings are available for all cases, where the decision is legally effective. The database contains several important case-related dates (date the application for judicial review is lodged, date the court makes a decision, date the decision becomes legally effective etc.). Thus with this data we can calculate length of proceedings for each case, where the decision is legally effective. Afterwards, the mean is calculated.

1. Employment dismissal cases - average length in 1st and 2nd instances are in days, from the date the application for judicial review is lodged at court of 1st (2nd) instance to the date the court makes a decision. Average total length of the total procedure is in days from the date the application for judicial review is lodged at court of 1st instance to date the decision becomes legally effective.

2. Insolvency - average length in 1st is in days from the date the application for judicial review is lodged at court of 1st instance to date the court makes a decision about the method of the resolution of the insolvency. In the previous cycles the duration of the whole insolvency proceedings was reported until the very end of the insolvency. The methodology has been changed since the number of days to the date the court makes a decision about the method of the resolution is much better indicator of court performance.

3. Robbery cases and Intentional homicide – methodology for average length is the same as for employment dismissal cases. We are not able to exclude attempts. Robbery cases include Robbery (Section 173 of Czech Penal code). Intentional homicide cases include Murder, Manslaughter and Murder of a New-born Child by its Mother (Sections 140, 141 and 142 of Czech Penal code).

4. Civil and commercial litigious cases – the methodology is the same as for Employment dismissal cases, but applied to all cases in the civil and commercial cases data.

Average total length of the total procedure (in days) - from the date the application for judicial review is lodged at court of 1st instance to date the decision becomes legally effective. This includes all cases. Of course, there are some exceptions to the rule, special circumstances etc. But this applies in majority of the cases.

#### **4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public**



#### **105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :**

- [ X ] diriger ou superviser l'enquête policière
- [ X ] mener des enquêtes
- [ X ] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [ X ] porter une accusation
- [ X ] soumettre l'affaire au tribunal
- [ X ] proposer une peine au juge
- [ X ] faire appel
- [ X ] superviser la procédure d'exécution
- [ X ] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

autres attributions significatives (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
<b>1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence</b>	41 936 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Affaires nouvelles/reçues</b>	181 924 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)</b>	188 314 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)</b>	95 306 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1.4 Classement pour d'autres raisons</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.2.. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur</b>	2 793 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons</b>	33 574 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.4. Affaires portées devant les tribunaux</b>	56 641 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence</b>	35 546 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Last year, we have changed the methodology of reporting for CEPEJ.

In addition, the prosecutor can deal with the case in many ways. We tried to make the data work and the sums to make sense. E.g. Pending cases on 1 Jan. ref. year + .Incoming/received cases - Processed cases = Pending cases on 31 Dec. ref. year. However, we would like to state that data comes from various sources and may be sometimes tricky to deal with.

There are many reasons why the prosecution could be discontinued. It is difficult to say under which category they should be included (3.1.2 or 3.1.4). However, the reasons may include following: 1. If such prosecution concerns a person who is exempt from the competencies of the law enforcement authorities or a person for whom the law requires an official consent for their prosecution, if such consent was not awarded by an entitled authority, unless the exemption is temporary or unless the criminal prosecution of the person is inadmissible due to lack of consent only temporarily; 2. if it concerns a person who is below the age of criminal responsibility 3. if it is against a person whose mental illness that occurred after the criminal offence was committed makes it permanently impossible for them to understand the purpose of the criminal prosecution 4. and many others.

**107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?**

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
<b>Nombre total de procédures du plaider coupable</b>	222 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Pendant la procédure judiciaire principale</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires There was a legislative change which make it easier to plead guilty and achieve guilty plea. The biggest change is that it is possible to get guilty plea for the most serious crimes.

**109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?**

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaires

**D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Ministry of justice

**5.Carrière des juges et procureurs**

**5.1.Recrutement et promotion**

**5.1.1Recrutement et promotion des judges**



**110. Comment les juges sont-ils recrutés ?**

- [ X ] principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de juges

Une instance composée seulement de non juges

Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

#### 111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
<b>Membres</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres :

#### 111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel :

#### 112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

#### 113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

Concours/Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

#### 113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples

## possibles)

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

### 5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

#### 115. Quel est le statut du ministère public ?

- Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État
- Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)
- Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)
- Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)
- Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)
- Un modèle mixte (veuillez expliquer)
- Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : There is no set term of office for public prosecutors. Public prosecutors are not selected in transparent selection process. The Attorney General administers the Supreme Public Prosecutor's Office. The Chief Public Prosecutor administers the High Public Prosecutor's Office. The regional public prosecutor performs the administration of the regional public prosecutor's office and the administration of the district public prosecutor's offices in its district. In accordance with the instructions of the superior regional prosecutor, the district public prosecutor administers the district public prosecutor's office. The Public Prosecutor is appointed by the Minister of Justice for an indefinite period on the proposal of the Chief Public Prosecutor. Performance of the public prosecutor is considered to be performance of the public prosecutor's office. It is the state who is liable for damage caused in the exercise of state power by the public prosecutor. Public prosecutor is only responsible for the disciplinary offense.

#### 115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

**115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?**

- Procureur général
- Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service
- Pouvoir exécutif
- Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

**115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?**

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

**115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :**

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

**115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?**

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques
- NAP

Commentaires

**115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?**

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

### 116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de procureurs

Une instance composée seulement de non procureurs

Une instance composée de procureurs et de non procureurs

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

### 117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres :

### 117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

### 118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? .....

Commentaires

### 119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un

concours ou d'un examen) :

## 119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): It should be noted that the criteria are not formalised.

### 5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

#### 121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

#### 121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

- Pour des raisons disciplinaires
- Pour des raisons organisationnelles
- Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : .....
- Non

Commentaires

#### 122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

- Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....
- Non

Commentaires

#### 123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

#### 124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

- Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....
- Non

Commentaires

**125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?**

[            ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

**125-1. Est-il renouvelable ?**

( ) Oui

( ) Non

[ X ] NAP

Commentaires

**126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?**

[            ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

**126-1. Est-il renouvelable ?**

( ) Oui

( ) Non

[ X ] NAP

Commentaires

**E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Ministry of Justice

## 5.2. Formation

### 5.2.1 Formation des juges

**127. Types de formations proposées des juges :**

Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
-------------	-------------	---------------------------

<b>Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Formation continue générale</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Formation continue à l'éthique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Formation continue sur la justice adaptée aux enfants</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

## 128. Fréquence de la formation continue des juges :

	<b>Fréquence de la formation</b>
<b>Formation continue générale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)</b>	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

## 5.2.2 Formation des procureurs

### 129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

### 5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	2 833 233 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?**

. NAP

## 5.2.4 Nombre de formations

**131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.**

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
<b>Total</b>	434 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	233 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	565 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Pour les juges</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Pour les procureurs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Pour le personnel non-juge</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Pour le personnel non-procureur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>5. Formations pour les autres professionnels</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . Generally, the courses are accessible both for judges, prosecutors, assistants, trainees etc. For example, there were 43 courses for civil judiciary, 28 for criminal judiciary, 2 for administrative judiciary, 120 courses for judicial personnel. The number of delivered in-person training courses in days decreased due to the covid-19 pandemic.

The total number of training courses available was 434 - this number contains 233 in-person courses; 565 seminars in on-line forms (e-learning, streams, webinars, 3 courses in combination with in-person course) and 12 courses/webinars with supported teaching (=combination of in-person courses + distance courses).

The Education Platform of the Academy of Justice (ASJA) monitored only certain data for 2020 and can therefore provide only the information already filled in the table above.

Online training courses available during the reference year (e-learning): in 2018, the ASJA provided the number of 376 e-modules, which was the total number of distance e-learning texts that the Judicial Academy had already developed in 2018 in its ASJA educational platform for online education within the so-called e-modules. These distance e-learning texts were (and still are) available for study at ASJA and trainees could and still can work with them at any time and from anywhere and log in whenever they need to and study, whenever they need and do not have to access specific e-learning modules. With Covid 19 happening, these online e-modules were joined by other online learning tools (e.g. streams; webinars; recorded lectures) in a total of 189 (streams + webinars + recorded lectures: 186 + 3 in combination with in-person courses). From this point of view, because of the introduction of new forms, the on-line training increased by 189 of educational events (in the form of streams, webinars and recorded lectures: 186 + 3 in combination with in-person courses) and another 12 seminars in 2020 with supported distance learning (= course combining in-person and on-line training with supported teaching).

### 131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
<b>Total</b>	6 574 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	858 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Juges</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Procureurs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Personnel non-juge</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Personnel non-procureur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres professionnels</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The Education Platform of the Academy of Justice (ASJA) monitored only certain data for 2020 and can therefore provide only the information already filled in the table above.

In 2020 ASJA provided information that the total number of training participants were:

Judges: 1889

Prosecutors: 636

Judicial trainees: 387

Legal trainees: 270

Assistants: 1296

Senior court clerks + court secretaries: 951

In 2020, ASJA monitored the total number of training participants, not specifically monitoring the number of participants in in-person courses and in online courses, as some of them can study after applying to ASJA without having to register for a specific course (e-learning) and after logging into ASJA, repeated online accesses to selected online courses are possible without the need to register for a specific training.

## 5.3.Exercice de la profession

### 5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs



### 132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	40 584 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	1 065 204 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	89 904 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	2 359 944 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Procureur au début de sa carrière	36 528 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	958 692 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	79 008 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	2 074 056 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires the salaries have risen generally + exchange rate

### 133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Retraite spécifique	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Logement de fonction	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Autre avantage financier	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires

### 134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. see general comment

[ ] NAP

=

### 135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

Rémunéré	Non rémunéré

<b>Enseignement</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Recherche et publication</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Arbitrage</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Consultant</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Fonction politique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Médiateur</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre fonction</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

### 137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
<b>Enseignement</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Recherche et publication</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Arbitrage</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Consultant</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction politique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Médiateur</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre fonction</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

### 139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

( ) Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

### 5.3.2 Institution/organe d'éthique

**138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?**

Juges uniquement

Juges et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

**138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?**

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

**138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?**

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

**138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?**

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

## 5.4.Procédures disciplinaires

### 5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions



#### 140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :minister of justice
- Autre (veuillez préciser) :President of the Republic
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

#### 141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :minister of justice
- Autre (veuillez préciser) : .....
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

#### 142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature

- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)**

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions**

**144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Juges	Procureurs
<b>Nombre total (1+2+3+4)</b>	24 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Faute déontologique</b>	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Insuffisance professionnelle</b>	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Délit pénal</b>	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autre</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : alcohol consumption

**145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :**

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
8. Démission	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
9. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

**E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Ministry of Justice

**6. Avocats**

**6.1. Profession d'avocat**

## 6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

### 146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	12 267 <input type="checkbox"/> NA	7 360 <input type="checkbox"/> NA	4 907 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires Data to: 31.12.2020

### 147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ( )

Non ( X )

Commentaires

### 148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[ ]

NA

NAP

Commentaires

=

### 149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires de licenciement	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Défendeur	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Affaires pénales - Victime</b>	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Affaires administratives</b>	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats :

**149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :**

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
<b>Organisme de la société civile</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Membre de la famille</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Personne concernée elle-même</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Syndicat</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Autres</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

**149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?**

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :Insolvency administrator

Commentaires

**149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?**

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

**150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :**

- un barreau national  
 un barreau régional  
 un barreau local

Commentaires

**151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?**

- Oui  
 Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

**152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?**

- Oui  
 Non

Commentaires

**153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?**

- Oui  
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Czech Bar Association

**6.1.2 Exercice de la profession**

**154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?**

- Oui  
 Non

Commentaires

**155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?**

- Oui  
 Non

**156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?**

- Oui, la loi contient des règles
- Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles
- Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

**6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires**



**157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

**158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :**

- le Barreau
- le législateur
- autre (veuillez préciser) : .....

**159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :**

- la prestation de l'avocat
- le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

**160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?**

- Le juge
- Le ministère de la Justice
- Une instance professionnelle
- Autre (veuillez préciser) : .....

**161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	125 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

## 162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	59 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	38 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : Provided figures are for the year 2020.

Disbarment - 1

Prohibition to provide legal services according to Art. 56a of the Czech Act on the Legal Profession - 1 (A lawyer shall be obliged to deposit money, securities or any other property accepted by the lawyer into his administration, on a special account in a bank or with another person authorized pursuant to special legislation to accept deposits or take securities or other property into custody.)

Lawyers were found guilty in the disciplinary proceeding but no sanction was pronounced against them - 5

Suspension = (temporary suspension)

## 7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

### 7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

#### 7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal



### 163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

#### 163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

#### 163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

### 164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

### 165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées

par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

**166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	669 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires From the above mentioned number of mediators there are 356 probate and mediation officials and 313 mediators in non criminal cases.

**167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:**

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
<b>Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Affaires civiles et commerciales</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Affaires familiales</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>5. Affaires pénales</b>	471 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	471 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	451 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>6. Affaires liées aux consommateurs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Probation and Mediation Service

=

**168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans**

## votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) : .....

Commentaires

## G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Probation and Mediation Service

## 8. Exécution des décisions de justice

### 8.1. Exécution des décisions en matière civile

#### 8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

#### 169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
<b>Total (1+2+3+4)</b>	267 <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
<b>1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques</b>	157 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	116 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	41 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)</b>	110 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Juges</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autres</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

#### 170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

[ ] formation initiale

[ ] autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

### 171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

( X ) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : for life

( ) Non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

## 8.1.2 Activités/ domaines de compétences

### 171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Date de naissance	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Etat civil	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Cohabitant	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Employeur	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Véhicule automobile	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Biens meubles	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Biens immeubles	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Compte bancaire	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Autre	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

### 171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	<b>Option</b>
<b>Saisie des biens meubles corporels</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies conservatoires des biens meubles corporels</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie des immeubles</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie conservatoire des immeubles</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies des rémunérations</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies des véhicules terrestres à moteur</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Mesures d'expulsion</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Saisies des bateaux et des navires</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie des aéronefs</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vente forcée par adjudication publique des biens saisis</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vente des parts sociales</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires 'Other': the enforcement agent may order receivables from the account of the financial institution or order receivables from the account of the obligated spouse to the financial institution, take over real estate management of an estate of the debtor, suspend driving license of the debtor, order receivables from supplementary pension insurance or supplementary pension savings, order the payment of a sum of money by affecting a plant, divide a common thing, or order a performance of work.

### **171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?**

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats

- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires Enforcement agent within other activities provides legal assistance to the entitled or liable party after the issuance of the enforcement order, as well as in connection with the enforcement activity and other activities; performs authorized conversion of documents; draws up documents and performs other activities in accordance with the law; in connection with enforcement, court or other proceedings, accepts into custody money, documents and other movables, the nature of which allows it. If the court entrusts the e. agent, he may also perform other activities, in particular deliver court documents and perform the activities of a bailiff according to a special legal regulation. As part of other activities, the e.agent also performs other activities if a special legal regulation provides so. He may also auction the movable or immovable property at the proposal of the owner or the person authorized to dispose of the property. On the basis of a court authorization or a public prosecutor, the e.agent determines the property subject to seizure according to the decision issued in the criminal proceedings and, on the authority of the body active in the criminal proceedings, personally or through another person administers the seized property. Upon request, the e.agent shall draw up the enforcement agent's certificate certifying the facts or the state of affairs, such as the fulfilment of debt, the state of immovable property, flats and non-residential premises, if they can prove claims in court or other state authority and if the factual situation occurred or if the agent is convinced of the state of affairs.

### **8.1.3 Formation et TIC**

#### **172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?**

- Oui
- Non

Commentaires

#### **172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?**

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

#### **172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?**

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

#### **172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?**

- Oui

( ) Non

Commentaires

**172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?**

( X ) Oui

( ) Non

Comentaire - Veuillez expliquer :

#### 8.1.4 Frais

**174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?**

[ X ] Le débiteur

[ ] Le créancier

[ ] Autre – veuillez préciser .....

Commentaires

**176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Source : Chamber of Executors

#### 8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

**177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?**

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?  
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :**

	Existence du système
pour les affaires civiles	( X ) Oui ( ) Non
pour les affaires administratives	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

**186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)**

- ( ) entre 1 et 5 jours  
 ( ) entre 6 et 10 jours  
 ( X ) entre 11 et 30 jours  
 ( ) plus (veuillez préciser) : .....  
 [ ] NA

Commentaires

**187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	3 [ ] NA [ ] NAP
1. Pour faute déontologique	2 [ ] NA [ ] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	0 [ ] NA [ ] NAP
3. Pour délit pénal	1 [ ] NA [ ] NAP
4. Autre	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

**188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :**

Nombre de sanctions prononcées
--------------------------------

Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	1 [ ] NA [ ] NAP
1. Réprimande	0 [ ] NA [ ] NAP
2. Suspension	[ ] NA [X] NAP
3. Retrait d'une affaire	[ ] NA [X] NAP
4. Amende	1 [ ] NA [ ] NAP
5. Autre	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : The other two disciplinary proceedings were terminated without pronouncing a sanction.

## H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Chamber of Executors

## 8.2. Exécution des décisions pénales

### 8.2.1 Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

#### 189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge  
 Procureur  
 Services pénitentiaire et de probation  
 Agent d'exécution  
 Autre autorité (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

#### 190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui  
 Non

Commentaires

#### 191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

## 9. Notaires

### 9.1. Profession de notaire

#### 9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

##### 192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
<b>TOTAL (1+2+3+4)</b>	435 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Officiers publics nommés par l'Etat</b>	435 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autre</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

##### 192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles)

?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre (veuillez préciser): .....

Commentaires

##### 192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :until 70 years of age

[ ] non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

## 9.1.2 Activités/ domaines de compétences

### 194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
<b>Authentification</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Certification des signatures</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Légalisation des signatures/ Apostille</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Contrôle de légalité des documents</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [ X ] NAP
<b>Médiation</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Prestation de serments</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP

<b>Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Enchères publiques</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées. Apart from the above-mentioned activities, notaries draw up notarial records of legal actions and certify, upon request, facts and declarations which could be the basis for the exercise or proof of rights or which could have legal consequences. The notary performs in particular the following certificates: official verification that the copy or copies of the document are literally identical to the document submitted, legalization (signature verification), submission of a document, protests of bills of exchange and other documents that must be submitted for the application of the law, certificate of decisions of the bodies of legal entities as well as the course of general meetings, meetings and proceedings of other bodies of legal entities, that someone is alive, other factual events and the state of affairs, declarations, on the performance of acts and completion of formalities in accordance with the Regulation of the Council of the European Communities on the Statute for a European Company (SE) and the Regulation of the Council of the European Communities on the Statute for a European Cooperative Society and the laws issued for their implementation; outputs from the public administration information system; fulfillment of statutory requirements by a Czech person involved in the cross-border transformation of a company or cooperative and fulfilment of statutory requirements for registration of a cross-border transformation in the Commercial Register; authorized conversion of documents. Notaries accept into notarial custody: documents on the legal action of the testator in the event of death and other documents; money, if so provided by a special law; money and documents for the purpose of their issuance to other persons. At the request of the creditor, the notary shall deliver a creditor's notice of his reservation of the right to invoke the ineffectiveness of legal action under the Civil Code (also referred to as "notice of reservation") to whom the applicant has designated, and the notary will draw up an official report on this request with the participation of the creditor.

## 194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés

Contrôle de la régularité des jeux de hasard

Protection des personnes vulnérables

Autres

Commentaires

### **9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation**

#### **194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?**

Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)

Dans leurs relations avec leurs clients

Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

#### **194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?**

Registre foncier

Registre du commerce

Registre de l'état civil/ de la population

Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale

Tout autre registre (veuillez préciser) Register of Associations, Register of Foundations, register of pledges, register of certificated signatures, register of matrimonial property documents

Aucun

Commentaires Family law registry - notaries always consult the register of wills held by the Notarial Chamber of the Czech Republic. Further, there is a register of matrimonial property documents with a public and a non-public part. Other registry - other public registries similar to the Business Register, such as Register of Associations, Register of Foundations etc that are run by regional courts. Further, register of pledges and register of certificated signatures held by the Notarial Chamber of the Czech Republic.

#### **194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par les notaires ?**

Oui

Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

#### **194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?**

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
<b>Registre foncier</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Registre du commerce</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Registre de l'état civil/ de la population</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Tout autre registre (veuillez préciser)</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Aucun</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Commentaires Other public registries similar to the Businnes Register (Register of Associations, Register of Foundations etc.), register of matriomonal property documents, register of pledges and register of certificated signatures. All these registries are modified directly.

### 194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
- Acte électronique
- Identification numérique
- Archivage numérique
- Autre, veuillez préciser .....
- Aucun

Commentaires

### 194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- Notariat/ organisme professionnel
- Autres autorités publiques
- Autre entité (veuillez préciser) .....

Commentaires Notarial Chamber of the Czech Republic runs an archive of notarial deeds and an archive connected to the registers of matriomonal property documents.

Other public authority - regional courts run the archive connected to Commercial Register, Register of Association and of other legal anetities.

### 195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

### 196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

## 196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires

## 196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

## I1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Notary Chamber

## 10. Interprètes judiciaires

### 10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

#### 10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

### 197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

### 198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

### 199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[ 2 945 ]

NA

NAP

Commentaires

**200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

**201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?**

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection .....

Commentaires

**J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Ministry of Justice

---

**11. Experts judiciaires**

**11.1. Profession d'expert judiciaire**

**11.1.1 Statuts des experts judiciaires**



**202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :**

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser .....

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

**202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?**

Oui

Non

Commentaires

**202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :**

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

**202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :**

- Oui sur Internet
- Oui
- Non

Commentaires

**202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?**

- Le Ministère de la Justice
- Les tribunaux
- Un organe administratif
- Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
- Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

**202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?**

- Oui, pour combien de temps .....
- Non

Commentaires

**202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?**

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

**203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

**203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?**

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

**203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :**

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

## 204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

### 204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

## 205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	6 590 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires As a consequence of changing the rules for judicial experts (stating the more strict rules) and in relation with not very high remuneration (the remuneration was increased after 18 years from 350 to 450 CZK - cca 17 EUR per hour) many non-active or less active experts decided to terminate their work.

### 206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

## 205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Défini par le tribunal/juge	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Defini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarrif par exemple)	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Autre	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

## 206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	( )	( X )
Qualité de l'expertise	( )	( X )
Autre	( )	( X )

[ ] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

## 207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

( X ) Oui

( ) Non

Si oui, veuillez préciser : the court

## 207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

[ ] Le processus de sélection

[ ] La formation initiale ou continue

[ ] Les procédures disciplinaires

[ X ] NAP

## K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

## 12. Les réformes dans le système judiciaire

### 12.1. Réformes envisagées

#### 12.1.1 Réformes

**208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?**

#### 208-1. Programmes de réforme généraux

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : 1) Committee on recodification of the criminal procedure law consisting of reputable judges, public prosecutors, attorneys and ministry officials is convened regularly in order to prepare a comprehensive reform of the Czech criminal procedure law. The new Criminal Procedure Code should replace the current Criminal Procedure Code enacted in 1961, which underwent very many amendments adjusting it not only to the change of political regime but also to the development of technologies etc. and has thereby become relatively complicated. Main aim of the efforts is simplifying and streamlining of the criminal proceedings as well as decreasing of the administrative burden while preserving all rights of the person against whom the proceeding is conducted. Although the works on recodification are intensive, the finalization and subsequent adoption of the new Criminal Procedure Code still requires some time. However, progress in drafting the Code has been achieved recently and substantial parts of the new Criminal Procedure Code are already drafted and prepared. 2) An amendment of the Act on Courts and Judges is adopted into Czech legal framework. The amendment is establishing a transparent and uniform system of new judges' recruitment and selection of court presidents based on precise, objective and uniform criteria, which must be fulfilled by any person who wants to become a judge, or a court president. The selection system of new judges consists of 5 phases: 1. a practice as an assistant of judge, 2. judicial exam, 3. selection procedure of a judicial candidate, 4. practice of a judicial candidate and 5. an open competition for the position of a judge. A possibility for applicants from other legal professions (such as lawyers, notaries, bailiffs or public prosecutors) to apply for the position of a judicial candidate and/or judge is also allowed. Court presidents of district, regional and high courts are selected in open competitions before selection committees in which judges will have majority. Applicants are required to be judges that have at least 5 years of practice as a judge. The proposal prohibits the possibility to repeat

the mandate of a court president at the same court. Court presidents are required to fulfil a management education course (organized by the Judicial Academy).

### 3) 3) The new Civil Procedure Code

The Ministry of Justice of the Czech Republic has been working on the comprehensive reform of the civil procedure since 2016. For this purpose, the Ministry established a Committee of Experts. The Committee has prepared a Draft White Paper of the Civil Procedure Code.

The Committee presented the first Draft version of the White Paper to the Ministry at the end of July 2017. Years 2018 and 2019 were devoted to the public discussions (the Draft Paper was published on the website “[crs.justice.cz](http://crs.justice.cz)” where anyone could add their comments and suggestions, three open conferences took place in 2018 and all relevant stakeholders were asked to send their written statements).

Following the public debate, all the comments were gathered and the Committee had to consider which of them ought to be reflected in the first version of the Draft. Subsequently, the Committee prepared the second version of the Draft White Paper of the Civil Procedure Code and handed it to the Ministry of Justice at the end of 2020. The second version takes account of the comments and criticism mentioned during the public discussion previously. The Draft, as it stand now, is based on the conception of Austrian Zivilprozessordnung. It thereby inclines to the social conception of civil procedure (as opposed to the liberal conception). The leading principles of the new civil procedure are the principle of effectiveness, procedural economy and the principle of material truth. A significant emphasis is put on the swiftness of the procedure while safeguarding right to a fair trial.

The second version of the Draft White Paper of the Civil Procedure Code from 2020 also contains rules on court jurisdiction. Committee has not proposed any major changes from the current state of affairs in this regard.

### 4) The Collective Procedure Act

Another relevant ongoing project in the Czech Republic is the introduction of the new Collective Procedure Act. Now, it is not possible to file a collective action for redress measure before Czech national courts. It is only possible to file a representative action for injunction measure by qualified consumer organizations in case of unlawful conduct of a trader.

The Ministry of Justice finished drafting the Collective Procedure Act in 2019. The Government approved the Proposal in February 2020. At the moment, the Proposal is assessed by the Czech Parliament as a document No. 775. If approved, the Collective Procedure Act will allow the representative procedure in consumer disputes where a group of consumers was affected by the same illegal practice of a trader provided the claims, which arose from such a practice, are of the same or similar nature. Legal standing is granted either to an individual consumer or to a qualified entity (consumer organization). The plaintiff may seek injunction, declaratory as well as redress measure. As a principle, the collective procedure should be governed by an opt-in. However, in cases of small claims (up to 100 EUR) also opt-out is possible.

As there is no complex regulation of the collective proceedings in the Czech legal system, it is one of the most important projects to modernize the Czech civil procedural law.

### 5) The Act on the Service of Documents

In 2020, the Ministry of Justice has been continuing with the preparation of the White paper of the Act on the Service of Documents. For that purpose, the Ministry established a working group consisting of representatives of the Ministry of Justice, Finance, and Interior, along with judges, practitioners, and academics. Since then, the Working group has held six meetings so far, all focusing on relevant issues concerning the service of documents (both physical and electronic means of service of documents, the material scope of the Act, definitions and principles, service of documents on people with address registered at the city council). Based on the discussion, the Ministry of Justice decided to conduct further analysis of some of these topics. After the White paper is finished, it will be presented to relevant stakeholders for discussion. Given their close connection, works on the White Paper and the

Act itself need to be undertaken in coordination with works on the new Civil Procedure Code.

7) Possible amendments to the Act no. 150/2002 Coll., Code of Administrative Justice  
Ministry of Justice has set up an expert Committee in April 2020 which consists of experts from the judiciary, from the Ministry of Justice and from the Office of the Government. The Committee now discusses possible changes to the Act no. 150/2002 Coll., Code of Administrative Justice, that shall lead to more efficient and faster proceedings and reduce caseload before administrative courts. At the moment, a White paper is being drafted which will then be further discussed in wide and open public consultation. Subsequently, an amendment to the Code of Administrative Justice should be presented during the official legislative process (probably in 2022).

8) New legal framework for preventive restructuring

In cooperation with an external expert working group, the Czech Ministry of Justice is working on the transposition of the Directive of the European Parliament and of the Council (EU) 2019/1023 on restructuring and insolvency, concerning preventive restructuring frameworks.

At this point, there is no informal or an out-of-court preventive restructuring procedure in the legal system of the Czech Republic. Under this new legal concept, enterprises shall avert financial difficulties and approaching bankruptcy in the early stages of their economic distress and be enabled to continue business. Entrepreneurs can achieve it either in a potential out-of-court non-public procedure or in a public in-court procedure, depending on the debtor's selected strategy and on further development in the procedure.

The transposition is about to be ready for public consultation in the second half of 2021 and is going to be enacted in the first half of 2022, considering the latest transposition deadline of 17 July 2022.

## 208-2. Budget

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

## 208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : 1) The Ministry of Justice presented the draft reform of public prosecution services in June 2019 through the amendment of the Act No. 283/1993 Coll., on Public Prosecutor's Office. The aim of this amendment is to contribute to wider independence of chief public prosecutors. Firstly, it introduces the requirement of dismissal of chief public prosecutors

solely in the disciplinary proceedings. Secondly, it introduces the terms of office of the chief public prosecutors, which shall be seven years. Thirdly, it establishes transparent selection procedure for selecting chief public prosecutors (except for Prosecutor General).

The amendment also introduces essential requirements, which public prosecutor must fulfil in order to be appointed as a chief public prosecutor.

The amendment has been awaiting its government approval. In view of the fact that the Czech Republic is awaiting its elections to the Chamber of Deputies of the Parliament in October 2021, it is questionable whether the legislative process will be completed in the current election period. It shall be noted that any possible future legislative works on the reform of public prosecution services will be dependent on the decision of a newly appointed government.

2) The Ministry of Justice has drawn up a bill amending the Act No. 283/1993 Coll., on Public Prosecutor's Office, as amended, the Criminal Procedure Code and other acts in order to adapt the Czech legal order to the Council regulation (EU) 2017/1939 of 12 October 2017 implementing enhanced cooperation on the establishment of the European Public Prosecutor's Office. This bill is effective since 1 December 2019. In 2020 the relevant Czech authorities focused mainly on finalizing necessary practical and administrative steps related to the commencement of the activities of European Delegated Prosecutors at selected public prosecutor's offices in the Czech Republic.

3) An amendment of the Act on Courts and Judges is adopted into Czech legal framework. The amendment is establishing a transparent and uniform system of new judges' recruitment and selection of court presidents based on precise, objective and uniform criteria, which must be fulfilled by any person who wants to become a judge, or a court president. Except for this main topic, this amendment also regulates the obligation for district, regional and high courts to publish their decisions at the Database administrated by the Czech Ministry of Justice. This part of amendment shall come into force in 1 July 2022.

4) Declined amendment to the Act no 549/1991 Coll., on court fees  
In the Czech Republic, the legal regulation of court fees is regulated by a separate Act (Act no 549/1991 Coll. on court fees). The specific amount of these fees is determined by the so-called List of fees, which is an annex to this Act. Court fees have not been increased over almost the last 10 years, so their level is currently set very gently and does not constitute an obstacle for access to justice, considering the standard of living and the average wage in the Czech Republic.

There was a comprehensive amendment approved by the Government in 2020 that aimed to revise court fees in terms of their amount and adapt them to the socio-economic situation in the Czech Republic. However, the House of Commons has declined this amendment on January 29, 2021. Therefore the Court fees will further remain substantively gentle and unchanged.

Some proceedings are completely exempted from court fees. The court may also, at a request, exempt a party from court fees completely or partly. Exemption from court fees is based on the participant's financial situation.

If certain conditions are fulfilled, the party is exempt from court fees, and the court may also appoint a legal representative or a lawyer. The costs are reimbursed by the State in that case.

## 208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : 1) The Act No. 333/2020 Coll. amended the Act No. 141/1961 Coll., Criminal Procedure Code, with effect from 1 October 2020. This particular amendment explicitly clarified that costs incurred by retaining an agent of injured person, who is entitled to legal aid provided by an agent free of charge or at a reduced fee, will be borne by the State, i.e. regardless of the fact whether such agent is appointed to the injured person by the (presiding) judge or whether such agent is chosen by injured person himself/herself. Previous wording explicitly covered only agent appointed to the injured person, who is entitled to legal aid provided by an agent free of charge or at a reduced fee, by the presiding judge and by the judge in pre-trial proceedings, therefore it was necessary to make relevant provisions applicable also to the agent chosen by injured person.

2) Comprehensive system of state-funded legal aid came into force on 31 July 2018 and should allow access to legal assistance not only in judicial or administrative proceedings, but also to general legal advice prior to litigation. This system provides legal consultation for an applicant, whose average monthly income does not exceed, for the period of 6 calendar months preceding application filing, three times the living minimum for an individual or persons assessed jointly and who is not represented by another lawyer or a person according to provisions about free legal aid.

According these new provisions legal consultation shall be provided to one applicant as a minimum of 30 minutes and up to 120 minutes of legal consultation for each calendar year. Another part of this new system creates a possibility for an applicant whose income and property circumstances justify it and who is not represented by another lawyer in the matter in which the applicant is applying for the provision of a legal service to have a lawyer appointed by the Bar for the provision of a legal service.

Special provision contains also the rules of providing legal consultation to unspecified number of people placed in detention facility for foreigners under the Act governing the stay of foreigners in the Czech Republic or a reception centre under the Asylum Act.

The rules are regulated by the Act no. 85/1996 Coll., on the Legal Profession, as amended, especially by Sections 18-18d of this Act.

The legal assistance and legal service is provided by lawyers recorded in the Register of Lawyers maintained by the Czech Bar Association and the Czech Bar Association (selfgoverning legal professional organization) decides, whether the applicant fulfil all the criteria mentioned in the abovementioned Act on the Legal Profession.

3) Declined amendment to the Act no 549/1991 Coll., on court fees

Some proceedings are completely exempted from court fees. The court may also, at a request, exempt a party from court fees completely or partly. Exemption from court fees is based on the participant's financial situation.

Making access to justice easier was one of the goals of the amendment to the Act no 549/1991 Coll., on court fees as this amendment was supposed to make exemption from court fees easier to reach if the reason for the exemption is reasonable and valid.

However, the House of Commons have declined this amendment on January 29, 2021.

Therefore the Court fees will further remain substantively gentle and unchanged.

4) The Collective Procedure Act

As there is no complex regulation of the collective proceedings in the Czech Republic, certain groups of plaintiffs have limited access to justice. These include especially consumers, employees or persons who were unlawfully discriminated. Their claims are generally not enforced before the Czech courts individually, mainly because it is not economically rational. To tackle the issue, the Ministry of Justice proposed a Proposal for the Collective Procedure Act. It is expected that the introduction of the collective actions into the Czech legal system will have a significant positive impact on the access to justice of consumers and other groups of people who were victims of mass harms situations and suffered only a small loss.

5) Transformation of personal insolvency law

The Czech Ministry of Justice proposed an Act transforming discharge of debt proceedings,

which came into force on the 1st June 2019 as Act No. 31/2019 Coll. amending the Act No. 182/2006 Coll., Insolvency Act. With this amendment, discharge of debt proceedings have been made accessible to a broader range of honest debtors by removing the rule that a debtor has to repay at least 30 % of his debt during the proceedings that involve a repayment plan lasting for 5 years. Vulnerable debtors can be discharged of their debt when fulfilling a repayment plan lasting 3 years. Since the Act No. 230/2019 Coll., which came into force on the 1st October 2019, debtors who predominantly acquired their debts when underage are also considered vulnerable and fulfil a repayment plan lasting 3 years.

#### 6) Anti-Covid-19 measures - Lex Covid I and II

To alleviate the negative impacts of the Covid-19 pandemic in areas of bankruptcy and insolvency, the Czech Republic has adopted several insolvency or contract-affecting extraordinary measures. The common feature of these legal measures was to suspend potentially negative effects of insolvency law and individual enforcement actions, both preventively and temporarily. The Act No. 191/2020 Coll. (so-called “Lex Covid Justice I”), which came into force on 24th April 2020, as well as the Act No. 460/2020 Coll. (so-called “Lex Covid Justice II.”), which came into effect on 13th November 2020, were passed in order to achieve the abovementioned goal.

First, the debtor's duty to file for insolvency (in case of COVID-related bankruptcy that occurred within 6 months from the end of the governmental extraordinary measures) has been suspended from 24th April 2020 till 30th June 2021. Creditor's right to file for insolvency of a debtor was also suspended from 24th April 2020; this measure already expired on 31st August 2020.

Furthermore, the concept of “extraordinary moratorium” was introduced into the Czech Insolvency Act. It suspends enforcement orders and realization of collateral rights against the debtor. The extraordinary moratorium is easily accessible for debtors, as it does not require a consent of creditors for the first 3 months; creditors' consent is needed for a further 3 months' extension. The deadline for debtors' applications was prolonged to 30th June 2021 – the latest date of expiration of extraordinary moratorium protection would therefore be 31st December 2021.

Several other partial measures affecting private debt resolution were also adopted. From 24th April 2020 until 30th June 2021, an insolvency court could have decided that the reorganization plans adopted under the Insolvency Act may not be temporarily filled by a debtor without any sanctions. Most individual enforcement action types conducted by bailiffs were also suspended until 31st January 2021. In addition, some minor alleviations were introduced into ongoing discharge-from-debts procedures; they apply to debtors affected by governmental extraordinary measures in order to partially compensate the loss of incomes needed to fulfil repayment schedules. For example, it enables slightly easier way to adjust monthly repayments (expiry date was not set; any adjustment has to be by some means connected to COVID impacts).

#### 7) Draft bill to amend personal insolvency law

The Covid-19 pandemic accelerated the preparation of an amendment to the Insolvency Act (Act. No. 182/2006 Coll.), which will transpose the Directive of the European Parliament and of the Council (EU) 2019/1023 on restructuring and insolvency, concerning personal insolvency law. According to the Czech Ministry of Justice's proposal, which was submitted for the parliament's approval on the 4th November 2020, natural persons shall have equal access to a debt relief instrument, both entrepreneurs and non-entrepreneurs. The key change arising from the amendment is the reduction in duration of new discharge of debt proceedings from five to three years regardless of the debtor's income source. This rule is expected to reduce the economic consequences of the pandemic; however, it is not temporary or limited to post-pandemic insolvencies. The amendment will be discussed in the Parliament of the Czech Republic. The amendment may yet be changed during the legislative process.

## 208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : A body like the High Judicial Council has not been established in the Czech Republic.

Judicial power in the Czech Republic is exercised by independent courts (Section 1 of the Act on Courts and Judges). This provision corresponds with Article 81 of the Constitution, which entrusts the exercise of judicial power – as one of three independent powers - to independent courts. Independence and impartiality of court as main attribute of these bodies are based also on the guarantee in Article 36 of the Charter of Fundamental Rights and Freedoms (Act no. 2/1993 Coll.), which guarantees to anybody the possibility to pursue in a prescribed manner their rights at independent and impartial courts.

## 208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Comprehensive system of state-funded legal aid came into force on 31 July 2018 and should allow access to legal assistance not only in judicial or administrative proceedings, but also to general legal advice prior to litigation. This system provides legal consultation for an applicant, whose average monthly income does not exceed, for the period of 6 calendar months preceding application filing, three times the living minimum for an individual or persons assessed jointly and who is not represented by another lawyer or a person according to provisions about free legal aid.

According these new provisions legal consultation shall be provided to one applicant as a minimum of 30 minutes and up to 120 minutes of legal consultation for each calendar year. Another part of this new system creates a possibility for an applicant whose income and property circumstances justify it and who is not represented by another lawyer in the matter in which the applicant is applying for the provision of a legal service to have a lawyer appointed by the Bar for the provision of a legal service.

Special provision contains also the rules of providing legal consultation to unspecified number of people placed in detention facility for foreigners under the Act governing the stay of foreigners in the Czech Republic or a reception centre under the Asylum Act.

The rules are regulated by the Act no. 85/1996 Coll., on the Legal Profession, as amended, especially by Sections 18-18d of this Act.

The legal assistance and legal service is provided by lawyers recorded in the Register of Lawyers maintained by the Czech Bar Association and the Czech Bar Association (selfgoverning legal professional organization) decides, whether the applicant fulfil all the criteria mentioned in the abovementioned Act on the Legal Profession.

## 208-7. Parité hommes/ femmes

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération**

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser : 1) As for international conventions in the field of criminal law, the proposal for ratification of the Council of Europe Convention on preventing and combating violence against women and domestic violence (CETS No. 210) by the Czech Republic has been submitted in July 2020 to the government. Since then the proposal is awaiting its government approval.  
2) As regards international judicial cooperation in criminal matters, the Act No. 315/2019 Coll. amended the Act No. 104/2013 Coll., on international judicial cooperation in criminal matters, as amended, with effect from 1 December 2019 and introduced a new legal institute of the sharing of property with a foreign state. According to newly adopted legal provisions the Czech Republic may enter into an agreement with a foreign state on the sharing of property obtained by enforcement of criminal sanction in criminal proceedings in the Czech Republic, provided that reciprocity is guaranteed and the State with which the agreement is negotiated has provided the Czech Republic with significant judicial cooperation. The previous legal regulation does not make it possible to share part of the property obtained by enforcement of criminal sanction on a legal basis other than on basis of a recognized foreign decision in criminal proceedings.

### **208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques**

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges**

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser :

## 208-11. Lutte contre la criminalité

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : 1) The Act No. 114/2020 Coll. (Act amending the Act No. 40/2009 Coll., the Criminal Code, as amended, and certain other acts) introduced with effect since 1 June 2020 reformulation of the wording of the criminal offence of maltreatment of animals as well as establishing of new criminal offence of keeping of animals in unsuitable conditions. At the same time amendment established higher sentences of imprisonment for this type of criminal activity and new type of penalty consisting in prohibition of possessing and keeping animals which can be imposed up to 10 years or up to 20 years in case of legal persons.

2) The Act No. 333/2020 Coll. (Act amending the Act No. 40/2009 Coll., the Criminal Code, as amended, the Act No. 141/1961 Coll., Criminal Procedure Code, as amended, and some other laws) introduced with effect since 1 October 2020 among others the broadening of the scope of the criminal offence of manipulation with foreign exchange rates, extension of the limitation period from 20 to 30 years for criminal offences for which the Criminal Code allows the imposition of an exceptional sentence and regarding the criminal offence of legalization of proceeds from criminal activity it was explicitly clarified that criminal activity committed abroad is understood as criminal offence committed abroad, which fulfills the attributes of a criminal offence pursuant to the law of the Czech Republic, regardless of whether it is punishable also under the law of the State in territory of which it was committed. Significant legal change introduced by this Act is the redefining (increasing) of the individual amounts of damages limits, as set for the purposes of the Criminal Code, which reflects the development of the economic environment as well as the growth of the minimum and average wage. This shall restrict undesirable extent of criminal repression in trivial (less serious) cases which as a result of inflation and of the increase in living standards affected still a wider range of perpetrators of property and economic offences.

3) The Act No. 37/2021 Coll. (Act on registration of beneficial owners)

Act on registration of beneficial owners introduced with effect since 1 June 2021.

The primary objective of this act is to implement requirements arising from the new Directive (EU) 2018/843 of the European Parliament and of the Council amending Directive (EU) 2015/849 on the prevention of the use of the financial system for the purposes of money laundering or terrorist financing, and amending Directives 2009/138/EC and 2013/36/EU („5th Anti-Money Laundering Directive“) into Czech law.

The 5th Anti-Money Laundering Directive requires inter alia public accessibility of some data on beneficial owners, introduction of mechanisms for verification of data kept in in the register and the establishment of effective sanctions. Given the number of new rules and the specificity of the institute of registration of beneficial owners, a new specific act came into force.

The new act regulates in particular (1) a detailed definition of the beneficial owner, (2) the method of accessing the data in the register, (3) procedure of registration of data on beneficial owners, (4) automatic transmission of certain data from the public register, (5) matter of incorrect or missing data in the register and (6) sanctions for breaches of obligations related to the registration of beneficial owners.

## 208-12. Système pénitentiaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : 1) The Act No. 165/2020 Coll. amending the Act No 141/1961 Coll., Criminal Procedure Code, introduced with effect since 1 October 2020 changes regarding enforcement of unconditional sentence of imprisonment in case of convicted pregnant women and convicted mothers of children under one year of age. According to the previous legislation, the presiding judge always had to decide in the case of pregnancy or maternity of a woman of a child under one year of age who was sentenced to an unconditional sentence of imprisonment, about the postponement or suspension of enforcement of such sentence, up to one year of her child's age. Such a decision had to be made also in the case of women convicted of particularly serious crimes, even though this was contrary to the need for effective protection of society in a particular case. The aim of this amendment is to give the presiding judge the power to decide whether such woman, who has been convicted of a particularly serious crime, will be allowed to postpone or suspend her sentence; otherwise the woman remains in prison or she will be obliged to start enforcement of the sentence imposed. If this is the case, women are allowed to have their child in prison with them whereas the enforcement of the sentence takes place in a specialized section for mothers with minors.

2) The Act No. 333/2020 Coll. (Act amending the Act No. 40/2009 Coll., the Criminal Code, as amended, the Act No. 141/1961 Coll., Criminal Procedure Code, as amended, and some other laws) extended the circle of convicted persons who may be conditionally released after already one third of the sentence served. This amendment is effective since 1 October 2020.

3) One of the significant factors contributing to the high recidivism rate is the indebtedness of prisoners. The Ministry of Justice has over a long period of time made efforts to reduce the risk of recidivism of prisoners and at the same time to help to improve the social status of those who are dependent on them for their livelihood, especially prisoners' dependent children. In 2019 the Ministry of Justice introduced two legal regulations concerning the remuneration of prisoners', namely Decree No. 88/2019 Coll. and Government Decree No. 87/2019 Coll. These regulations increased the percentage rate that is paid from prisoners' remuneration to maintenance for dependent children and also increased the remuneration for convicted persons, which is now directly linked to the minimum wage. Both pieces of legislation entered into force on 1 January 2020.4) Decree No. 362/2020 Coll., and Decree No. 363/2020 Coll. reacted to the recommendations of the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, respectively to the higher standards promoted by this Committee in the area of setting the minimum accommodation area per prisoner. These decrees in parts concerning the provisions on the minimum accommodation area in prison or in custody will enter into force on 1 January 2024.

### **208-13. La justice adaptée aux enfants**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

## 208-14. La violence domestique

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser :

## 208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser :

## 208-16. Autres

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser : With effect since 1 October 2020 the Act No. 333/2020 Coll. (Act amending the Act No. 40/2009 Coll., the Criminal Code, as amended, the Act No. 141/1961 Coll., Criminal Procedure Code, as amended, and some other laws) has broaden the possibilities of applying an agreement on guilt and punishment by applicability to all criminal offences and introduced a new institute of declaration of guilt. This amendment also includes set of legal measures aiming at broader and more rational imposition of pecuniary penalties (e.g. by abolishing the possibility of converting a pecuniary penalty into another alternative penalty). Among others, these legislative changes should relieve the unfavorable situation related to insufficient capacity of prison facilities.

With effect since 1 July 2021 the Act No. 192/2021 Coll. (Act amending the Act No. 89/2012 Coll., the Civil Code, the Act No. 99/1963 Coll., the Code of Civil Procedure and some other laws). The aim is to prevent so called children's debts. As a result, people should not enter adulthood with debts.